

ASSISTANCE TECHNIQUE D'ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL (RADEEL)

Dans le cadre du programme :

**EXTENSION ET AMÉLIORATION DES PERFORMANCES ET DE LA RÉSILIENCE
DES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT FINANCÉ PAR L'AFD**

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET INTERNATIONAL N° 01/AMI/RADEEL/2024

DOSSIER DE PRESELECTION

I- INTRODUCTION :

Dans le cadre des programmes d'extension et d'amélioration des performances et de résilience des services d'eau potable et d'assainissement des Régies de Distribution du Maroc, la régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de la province de Larache (RADEEL) a sollicité de l'Agence Française de Développement (AFD) pour contribuer, via un appui stratégique et opérationnel, au financement du plan d'action d'amélioration des performances, de modernisation de l'exploitation et de digitalisation de la RADEEL.

Ainsi l'AFD a accordé à la régie un financement de 5 millions d'euros à travers une subvention déléguée de l'UE pour des investissements et des prestations dans la modernisation, digitalisation et l'amélioration des performances techniques et opérationnelles de la RADEEL.

La RADEEL a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre de contrat **d'Assistance Technique (AT) pour l'Accompagnement Stratégique et Opérationnel (ASO)**.

II- CONSISTANCE DE L'AT :

L'Assistance Technique (AT) pour l'Accompagnement Stratégique et Opérationnel (ASO) dont la durée est fixée à 48 mois sera déclinée en deux grandes missions :

- MISSION 1 : Élaboration de plans d'actions et engagements des mesures d'urgences (12 mois).
- MISSION 2 : Appui à la mise en œuvre et de suivi de la performance (36 mois).

Les prestations objet de l'AT porteront sur les aspects suivants :

En mission 1 :

- La finalisation du diagnostic détaillé stratégique et opérationnel sur la base des éléments et études existants ;
- L'élaboration des plans d'actions d'amélioration des performances, de gestion clientèle et de la modernisation de l'exploitation et des outils métiers et en parallèle ;
- La réalisation des missions spécifiques relatives au management stratégique et à la gouvernance de la Régie (appui institutionnel, analyse organisationnel, GRH et plan de formation, amélioration de l'audit interne, etc.).
- La définition des indicateurs de performances de suivi, l'établissement de la ligne de référence (baseline) ainsi que l'élaboration du plan de monitoring.

L'AT appuiera également l'identification et à l'engagement des actions urgentes.

La mission 2 concerne l'accompagnement de la RADEEL dans la mise en œuvre des mesures d'amélioration, des activités et des recommandations arrêtées sur la base des plans d'actions définis en mission 1. L'AT inclue également l'appui à la passation des marchés le suivi, le monitoring par rapport à la Baseline et le reporting.

L'exécution du projet nécessitera la mobilisation par l'assistance technique d'une équipe multidisciplinaire d'experts, d'ingénieurs et de techniciens spécialisés chacun dans son domaine, ayant une expérience dans l'accompagnement stratégique et opérationnel des services d'eau potable et d'assainissement principalement en matière d'amélioration de performances et de la modernisation de la gestion et de l'exploitation.

III-COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

Les dossiers de candidature devront comprendre les pièces suivantes :

A. Un dossier administratif :

Le dossier administratif est constitué des pièces suivantes :

1. **La déclaration d'intégrité** renseignée et signée (selon le modèle en annexe).
2. **Une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation au registre de commerce**, pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ; Pour les sociétés non installées au Maroc, fournir des documents justificatifs équivalents délivrés par les autorités compétentes de leurs pays.

En cas de groupement :

Si le consultant est constitué en groupement :

i. la manifestation d'intérêt doit inclure :

- Une **copie de l'accord de groupement** conclu par l'ensemble de ses membres.

Ou

- Une **lettre d'intention de constituer un groupement** dans l'hypothèse où sa proposition serait retenue, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.

Il doit être précisé :

- La nature du groupement (soit un groupement solidaire, soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire¹)
- Le mandataire.

ii. Et, chaque membre doit fournir les pièces citées ci-dessus.

B. Un dossier de qualification technico financière constitué des pièces suivantes :

1. Les attestations de chiffres d'affaires :

- **Les sociétés installées au Maroc devront fournir :**

Une ou plusieurs attestations du chiffre d'affaires réalisé durant les trois dernières années (2020- 2021- 2022), ou depuis sa création si postérieure à l'année 2020, délivrées par le Ministère chargé des Finances, justifiant que le candidat a réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des années précitées (ou depuis la date de création de sa société si elle est postérieure à 2020) supérieur au chiffre d'affaires minimal exigé ci-dessous.

- **Les sociétés non installées au Maroc devront fournir** des documents justificatifs équivalents délivrés par les autorités compétentes de leurs pays, ou le cas échéant, fournir des bilans audités.

2. Les attestations de références techniques :

- Les références techniques doivent être appuyées par des attestations de fin d'exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages sous la direction desquels le consultant a réalisé lesdites prestations.

¹ Conformément au règlement des achats, en cas de groupement conjoint « le mandataire est également solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché. »



- Chaque attestation précise notamment la nature des prestations exécutées, leur montant, la date et le lieu d'exécution ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- Les références à prendre en compte sont celles réalisées au cours des 10 dernières années
- Ces attestations sont examinées par la commission selon les critères définis ci-dessous.

En cas de référence réalisée dans le cadre de groupement, il y a lieu de préciser la répartition des interventions des membres.

Le groupement doit répondre dans son ensemble aux références techniques exigées ci-dessous et chaque membre doit justifier les prestations qu'il prendra en charge par au moins une référence technique dans les dix dernières années.

Les candidats peuvent éventuellement fournir des fiches projets précisant des données complémentaires aux attestations des références techniques présentées par les candidats dans leur dossier technique et ce, dans le cas où lesdites attestations ne contiennent pas les éléments nécessaires permettant l'appréciation des références selon les critères d'admissibilité et de similarité définis au ci-dessous. Toutefois, en cas de discordance entre les données figurantes dans les fiches projets et les attestations, les données des attestations feront foi.

En cas de groupement, chaque membre doit fournir les pièces citées ci-dessus.

IV-CRITERES D'ELIGIBILITE :

Seuls les candidats remplissant les critères d'éligibilité de l'AFD sont admis.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont précisés au niveau de l'article 1.3 des « Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : www.afd.fr.

V- CRITERES DE PRESELECTION :

La RADEEL dressera une **liste restreinte de six (6) candidats maximum**, présélectionnés sur la base des candidatures reçues.

Les critères de présélection sont le chiffre d'affaires et les références techniques pour des prestations similaires.

VI-CRITERES POUR L'EVALUATION ET LA PRESELECTION DES CANDIDATS :

La présélection sera effectuée en 2 phases :

Phase 1 : Élimination des soumissionnaires non éligibles ou n'ayant pas la capacité de réalisation des prestations objet du présent appel d'intérêt :

Critères minima de qualification de la phase 1 : Dans cette phase, et sur la base d'une 1^{ère} analyse des dossiers, il sera procédé à l'élimination des candidats ne disposant pas d'un chiffre d'affaires annuel minimal ou n'ayant pas les références techniques minimales pour la réalisation de projet similaire.

A- Chiffres d'affaires (CA) annuel minimal :

Le candidat doit justifier la réalisation d'un chiffre d'affaires moyen annuel durant **les trois (3) dernières années supérieur ou égal à 10 Millions de DH Hors taxes ou son équivalent en monnaie étrangère (*)**.

En cas de groupement :

- Le chiffre d'affaires à prendre en considération correspond à **la somme des chiffres d'affaires** moyens annuels des 3 dernières années **de l'ensemble des membres du groupement**.
- Dans ce cas, le groupement doit avoir au minimum le chiffre d'affaires global de **10 Millions de DH Hors Taxes ou son équivalent en monnaie étrangère et chaque membre doit avoir au minimum 3 Millions de DH Hors taxes ou son équivalent en monnaie étrangère (*)** comme chiffre d'affaires moyen annuel des trois dernières années.

NB : Les chiffres d'affaires pour les années dont les attestations du chiffre d'affaires ^(**) n'ont pas été fournies par le candidat dans son dossier de présélection sont considérés comme nuls pour le calcul du chiffre d'affaires annuel moyen.

(*) Pour la conversion en DH, on se basera sur le taux de change de Bank Al Maghrib à la vente correspondant au 1er jour ouvrable de la semaine précédant la date d'ouverture des plis.

(**) Ou documents équivalents pour sociétés non installées au Maroc.

B- Références techniques :

Le candidat doit justifier par les attestations de fin d'exécution la réalisation durant les **10 dernières années :**

- **Une (1) référence au minimum** pour des opérations **d'amélioration des rendements du réseau d'eau** (diagnostic, audit, étude, assistance technique) ;
- **Une (1) référence au minimum** pour des opérations **d'amélioration des rendements électriques** (diagnostic des pertes électriques, audit des rendements, assistance technique) ;
- **Une (1) référence au minimum** pour des opérations relatives à **l'efficacité de la fonction commerciale** des services de distribution d'eau et/ou d'électricité (cycle client, recouvrement, gestion des créances, etc.);
- **Une (1) référence au minimum** se rapportant à la **transformation digitale** des services de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité (modernisation de l'exploitation, dématérialisation des procédures, etc.) ;
- **Une (1) référence au minimum** pour des opérations **d'appui en matière d'analyse organisationnelle, audit interne, gestion des risques, contrôle de gestion**, etc.
- **Une (1) référence au minimum** se rapportant à la **modernisation de la gestion des RH** (GPEC, référentiel de compétences, Ingénierie de la formation, MPO, etc.) ;

En cas de groupement :

Le groupement (solidaire ou conjoint) doit répondre dans son ensemble aux références techniques exigées ci-dessus et chaque membre doit justifier les prestations qu'il prendra en charge par au moins une référence technique dans les dix dernières années.

NB :

- Une attestation peut porter sur plusieurs natures de prestations telles que définies ci-dessus. Toutefois, pour être qualifié au niveau de la phase 2, le candidat devra présenter **au moins deux attestations** relatives à deux projets différents.
- Ainsi, la présentation d'une seule attestation qui répond aux critères n'est pas suffisante pour la qualification du candidat même si elle répond à tous les critères exigés (en nombre et en nature).

Phase 2 : Évaluation des dossiers des candidats éligibles à l'issue de la phase 1 :

Pour les candidats retenus à l'issue de la phase 1, leurs dossiers seront analysés selon un barème d'évaluation en vue de dresser un classement des candidats.

Le barème de notation est comme suit :

Critères/Nature	Note maximale	Barème
Amélioration des rendements du réseau d'eau potable	30 pts	10 points par référence
Amélioration des rendements électriques	20 pts	10 points par référence
Efficacité de la fonction commerciale des services de distribution d'eau et/ou d'électricité.	20 pts	10 points par référence
Transformation digitale des services de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité	10 pts	5 points par référence
Appui en matière d'analyse organisationnelle, audit interne, gestion des risques, contrôle de gestion, etc.	10 pts	5 points par référence
Modernisation de la gestion des RH (GPEC, MPO, référentiel de compétences, Ingénierie de la formation, etc.) ;	10 pts	5 points par référence
TOTAL	100 pts	

En cas de groupement :

- Pour chaque critère/nature, les références de chaque membre seront notées séparément.
- La note globale du groupement pour ce critère/nature sera la somme des notes de l'ensemble des membres du groupement pour ce critère/nature, sans que cette note ne dépasse la note maximale allouée à ce critère/nature.

Très important :

- Le dossier de candidature préparé par les candidats ainsi que toute correspondance et tout document concernant le dossier de candidature, échangés entre ces derniers et la Régie, seront rédigés en **langue française**. Dans le cas de documents établis dans une autre langue, les documents originaux devront être assortis d'une copie traduite en langue française.
- Au niveau des différentes phases de la présélection, la commission peut, le cas échéant, avant de se prononcer, demander par écrit à l'un ou à plusieurs candidats des éclaircissements sur leurs dossiers de candidature. A cet effet, les candidats doivent fournir, **à la première demande**, une réponse complète et exhaustive, faute de quoi la commission

est fondée à écarter le candidat sans qu'il soit destinataire d'un questionnaire supplémentaire.

En particulier, la commission peut exiger aux candidats de produire tout document nécessaire à la vérification des informations figurant au niveau des attestations de fin d'exécution des prestations citées ci-dessus (procès-verbaux de réception, factures, décomptes...) dans le cas où ces attestations ne permettent pas à la commission de les apprécier selon les critères d'admissibilité et de similarité prévues.

Notation globale et classement des candidats :

En appliquant ce système de notation, une note globale sera affectée à chaque candidat ; elle correspond à la somme des notes partielles attribuées à chaque critère/nature.

Les candidats seront ensuite classés dans l'ordre décroissant, sur la base de cette note globale.

Après classement des offres lors de la phase 2, la RADEEL dressera une liste restreinte de six (6) candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions (dans le cadre de l'appel d'offres avec présélection) pour la réalisation des Services requis.

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition **ASSISTANCE TECHNIQUE D'ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL A LA RADEEL dans le cadre du programme : EXTENSION ET AMELIORATION DES PERFORMANCES ET DE LA RESILIENCE DES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT FINANÇÉ PAR L'AFD** (le "**Marché**")

A LA RÉGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DE LA PROVINCE DE LARACHE (RADEEL) (le "**Maître d'Ouvrage**").

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
 - 2.1. Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2. Avoir fait l'objet :
 - 2.2.1. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - 2.2.2. D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - 2.2.3. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD.
 - 2.3. Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationale ;
 - 2.4. Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

- 2.5. N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
- 2.6. Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
- 2.7. Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1. Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
- 3.2. Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
- 3.3. Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
- 3.4. Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 3.5. Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
- 3.5.1. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
- 3.5.2. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1. Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime ;

- 6.2. Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime ;
- 6.3. Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'État du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'État du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
- 6.4. Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles ;
- 6.5. Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- 6.6. Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France ;
- 6.7. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : _____ En tant que : _____

Dument habilité à signer pour et au nom de² : _____

Signature : _____

En date du : _____

² En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.



